



## quand le feu est à la maison, la grange peut attendre

René Dumont « agronome de la faim », tel qu'il se décrit lui-même dans un livre qui paraîtra sous peu, est aussi un socialiste depuis 1929, ce qui n'est pas rare et un anti-colonialiste depuis la même date, ce qui l'est beaucoup plus. Mettant son métier en accord avec ses convictions, il sillonne le monde depuis cette date pour tenter d'étudier avec les populations les plus faméliques du globe solutions et remèdes. Signataire du Manifeste des 121, le risque et l'action politique ne lui font pas peur. Ainsi, il se présente, à la demande de mouvements écologiques aux dernières élections présidentielles et obtient 330 000 suffrages, soit 1,3 % des exprimés ; au deuxième tour, il engage ses électeurs à voter Mitterrand, signe l'appel pour les Assises, puis reste depuis à peu près silencieux. Après avoir évoqué sa campagne « pédagogique » et les problèmes du mouvement écologique, il a bien voulu répondre à nos questions sur les enjeux actuels.

● JACQUES THIBAUT. Tu as signé l'appel ini-

tial des Assises du socialisme (dans la 3<sup>e</sup> composante) — ce qui a surpris pas mal d'écologistes d'une part, de socialistes autogestionnaires d'autre part — quel en est le bilan, de ton point de vue ?

● RENÉ DUMONT. *Il faut être un peu sérieux : au départ, l'Appel aux Assises, c'était essentiellement la perspective de rassembler les hommes et surtout les idées socialistes et autogestionnaires et on a abouti à quoi ? A un projet de société, auquel je n'ai pas collaboré, que je n'ai pas le droit d'amender et avec lequel j'ai des désaccords graves, et, enfin, à un regroupement organisationnel, dans lequel il y a des Mollet et des Lacoste, que j'ai combattus toute ma vie. Aux Assises, je n'ai pu intervenir que dans le carrefour « consommation » et ce que j'ai pu dire n'a guère paru plaire aux gens qui étaient là.*

● J.T. - Que reproches-tu au projet de société ?

● R.D. - *Très rapidement et j'ai l'intention de m'en expliquer publiquement :*

1- *Insuffisance sur le pillage du tiers-monde.*

2- *Rien sur la nécessité de réduire la consommation de la moitié la plus riche de la population française.*

3- *Insuffisance sur le gaspillage.*

4- *Aucune référence à l'expérience chinoise que l'on peut discuter sur certains aspects, mais que je n'admets pas qu'on élimine d'un trait de plume.*

*Bref, et pour en revenir au sujet principal de nos préoccupations actuelles, certains des participants se moquent totalement de la famine qui a déjà fait 300 000 morts cette année, qui en fera plus l'an prochain et encore plus l'année d'après.*

● J.T. - N'est-ce pas un peu catastrophique comme vision et n'y a-t-il que ces problèmes dans le monde ? A quel titre veux-tu que ça intéresse les « politiques »

● R.D. - *Catastrophiste ? C'est comme ça que m'a appelé Chevènement au récent débat de l'ISER. Je lui ai alors cité les chiffres des morts présents et à venir. Il a répondu... Bah ! Après tout, la peste noire a fait un million de morts, alors ! J'ai quitté la salle. Je ne sais que trop qu'il y a d'autres « problèmes dans le monde » comme tu dis, mais il y a un proverbe chez nous qui dit « quand le feu est à la maison, la grange peut attendre » — surtout que c'est un problème hautement politique. D'abord parce que la raison de fait de la crise alimentaire est la pratique néo-colonialiste des pays développés, y compris l'URSS. Fondamentalement l'exportation de notre mode de développe-*

ment est la cause directe de la misère du tiers-monde.

● J.T. - Par exemple...

● R.D. - Prends le Togo dont les trois produits exportés sont le cacao, le café, le coton ; l'office d'Etat (bâti sur le modèle de l'Office du blé « conquête de 36 ») prend 60 % du prix de vente. Conséquence directe : les paysans ne peuvent pas développer leur technique agricole, faute de capacité à investir. Ces trois cultures évacuent peu à peu les cultures de subsistances. Il est alors nécessaire d'importer des produits alimentaires alors que la plupart du produit social est utilisé par une bourgeoisie parasitaire qui gaspille les richesses du paysan nous achetant les produits de notre modèle de société. Ainsi, nous pillons de trois façons :

● en achetant des produits à des prix fixés par nos agents (la bourgeoisie « nationale ») ;

● en vendant nos produits agricoles au prix fort ;

● en récupérant les plus-values dégagées par la vente de biens de consommation — et voilà pourquoi le tiers de l'Afrique est à la limite de la famine.

● J.T. - Mais ce n'est jusqu'à présent que du brigandage traditionnel...

● R.D. - Non, parce qu'en procédant ainsi, nous empêchons, y compris à travers notre « aide » financière et matérielle, le développement de ces sociétés par la seule voie possible qui est l'autogestion, c'est-à-dire la prise en charge des gens par eux-mêmes, tentative faite par la Chine, par exemple.

● J.T. - Suppression de l'aide, alors ?

● R.D. - La seule aide valable, serait la justice dans le prix des matières premières, ce qui n'est possible que si nous changeons de société, de type de production et de consommation.

● J.T. - J'en déduis que la possibilité du développement autogestionnaire là-bas dépend d'une société socialiste autogestionnaire en Occident. Que penses-tu de la « crise de l'énergie » ?

● R.D. - L'énergie, le pétrole plus exactement, est devenue une arme stratégique dans la confrontation des blocs et des pays, mais l'arme de première grandeur qui dominera la fin du siècle, ce sont les céréales et les produits alimentaires. Déjà, cette année, il ne restait en juin que 27 jours de stock de blé à l'échelle mondiale, les USA viennent de refuser de vendre à l'URSS les céréales demandées, bien qu'ils aient remis en culture la quasi totalité des terres arables. L'Inde sera certainement en déficit, car la « révolution verte » a buté sur l'absence de révolution tout court : les petits fermiers n'ont aucun intérêt à produire plus, vampirisés qu'ils sont par l'Etat, les usuriers et les propriétaires, les ouvriers agricoles travailleraient bien, mais ils n'ont pas de terre... C'est cette situation que j'ai l'intention de dénoncer à la conférence de la FAO à Rome en novembre prochain.

● J.T. - Mais, si l'on est d'accord avec l'ensemble de ce que tu dis, comment expliquer qu'à Bucarest la majorité des pays du tiers-monde, même les « progressistes » comme l'Algérie sans parler de la Chine, aient refusé le débat sur la surpopulation ?

● R.D. - L'Algérie est partie de deux considérations assez erronées : la première est une indifférence sexiste aux problèmes des femmes, la seconde est de ne pas voir qu'en 1985 quelles que soient les ressources tirées du pétrole, l'ensemble du tiers-monde risque d'avoir à importer 17 à 20 milliards de dollars, peut-être plus, rien que pour survivre, c'est dire que notre combat n'est pas terminé. Prochaine étape, Rome, mais nous en reparlerons bientôt.

Propos recueillis par J. THIBAULT